

				l'action « Ensemble pour la prospérité » et par la Facilité de Coopération Technique (TCF), seront des mesures d'atténuation visant à soutenir les réformes fiscales pour plus de transparence et d'équité dans la taxation de l'énergie.
2.	La coordination des interventions financières des bailleurs et leur synergie est inadéquate	Faible à Moyenne	Moyenne	Dans l'esprit de la Déclaration de Paris et de celui des Comités de coordination des sites, l'action recherchera constamment une synergie optimale entre les partenaires techniques et financiers (PTF) actifs en RDC. Le Groupe inter-bailleurs Environnement (GIBE) est une des plateformes facilitant ces synergies.
3.	Les populations riveraines bénéficiaires ne comprennent pas que les avantages économiques issus de l'action sont fortement liés à la sauvegarde des aires protégées.	Faible à Moyenne	Moyenne	L'action renforcera la communication et la sensibilisation des bénéficiaires à la conservation. De plus, en fonction du contexte propre à chaque aire protégée, les populations riveraines pourront être associées à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des actions de développement menées par les 5 opérateurs.
3.	Les autorités locales et les populations riveraines n'adhèrent pas au programme de développement proposé par les aires protégées.	Faible à Moyenne	Moyenne	L'action privilégiera des mesures d'accompagnement destinées à accroître l'impact des actions en matière de développement rural. En fonction du contexte propre à chaque aire protégée, elle associera également les autorités locales et les populations riveraines à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des actions de développement menées par les 5 opérateurs.
4.	Menaces sur l'intégrité des aires protégées (exploitation de ressources naturelles, construction d'infrastructures...)	Moyenne à Haute	Haute	Dialogue politique renforcé avec les autorités congolaises (notamment l'ICCN et le ministère de l'environnement et du développement durable) et possibilité de conditionner la poursuite de la coopération au respect des engagements internationaux par la RDC.

Enseignements tirés:

La formulation de ce programme s'est basée sur une analyse des risques propres à la RDC réalisée en 2021.

Les leçons apprises des programmations précédentes dans le domaine de l'environnement ont été présentées dans le rapport final « Evaluations finale et intermédiaire des Programmes Aires protégées en RDC, Afrique Centrale » (*Projet n° 2019/409502/1*). Le rapport fournit diverses recommandations qui seront prises en compte et notamment :

- Équilibrer les préoccupations de développement local et de conservation, sans mettre de priorité hiérarchique entre ces objectifs. Les articuler plutôt que de les poursuivre en des composantes parallèles, et focaliser les appuis de l'UE sur l'interface conservation-développement. Identifier les thématiques de développement sur cette base, selon les besoins et opportunités propres au site, plutôt que de les déterminer ex ante ;
- Continuer à financer le développement durable et la conservation sur les aires protégées et leurs périphéries et plus particulièrement les sites bénéficiaires actuels (ne pas pénaliser le financement de ces sites en cas d'extension vers d'autres sites). Ces budgets doivent correspondre aux enjeux de chacun de ces sites en mettant en place des solutions à la hauteur des défis rencontrés ;